



TAXER LES SALARIES POUR SOULAGER LES RICHES

DES BÉNÉFICES RECORDS

En 3 ans, les bénéfices des entreprises de la métallurgie sont passés de 3,9 à 12 milliards d'€ en 2005.

L'ensemble des groupes coté au CAC 40, y compris ceux de la métallurgie, a réalisé :

- 34,2 milliards d'€ de bénéfices en 2003
- 66,63 milliards d'€ de bénéfices en 2004
- 84,32 milliards d'€ de bénéfices en 2005

Il dispose de 409 milliards d'euros de trésorerie.

Où va l'argent créé par notre travail ?

DANS LES POCHEs DES ACTIONNAIRES

En 2005 : 35 % des profits réalisés sont allés aux actionnaires (32,8 % en 2004), soit 30 milliards qui ont été dilapidés en rachats d'actions et les versements de dividendes (23,99 milliards pour les dividendes, 6,3 milliards pour les rachats d'actions).

Depuis le début 2006, 160 milliards d'euros ont été engloutis en OPA et rachats d'entreprises.

DANS LES POCHEs DES DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS

Le salaire moyen annuel des dirigeants des sociétés cotées au CAC 40 est de 2 184 200 €, soit 146 années de SMIC.

En 2005, en plus de leurs rémunérations, les dirigeants de ces entreprises ont perçu 136 millions d'€ de stocks options (actions de l'entreprise), ainsi que des primes de départs astronomiques.

Ce sont les mêmes qui nous parlent du coût du travail et des 35 heures...

Le coût horaire d'un ouvrier de l'industrie en France est équivalent à celui des Etats Unis ou du Royaume Uni. Il est inférieur à celui de l'Allemagne ou de la Suède et pourtant l'Allemagne est le premier exportateur en Europe.

La France n'arrive qu'en 14^e position européenne pour le salaire médian (14,22 euros/heure), derrière le Danemark, la Suisse, l'Allemagne, les Pays Bas, l'Italie, la Grande Bretagne, la Belgique).

DES CADEAUX... POUR LES PATRONS !

AU DETRIMENT DES SALARIES !

les exonérations

Niveau d'exonération pour un salarié payé au Smic : (1 254 € depuis le 01.07.06)

- Taux normal 30,5%
- Allègement 26%
- Taux réel 4,5%

Cotisations actuellement versées à la Sécurité sociale

56,44 €

Cotisations que l'employeur aurait dû verser (sans exonération)

382,60 €

De 1993 à 2003, les exonérations ont été multipliées par 10 en passant de 1,9 à 19,5 milliard d'€

L'évolution des cotisations moyennes pour le financement de la protection sociale :

- La part du salarié **augmente** de +8,56% entre 1980 (12,8%) et 2005 (21,36%)
- La part de l'employeur **baisse** de 25,7% entre 1980 (40,35%) et 2005 (14,65%)

L'ensemble des exonérations et des aides à l'embauche représente 6 fois le déficit de la Sécu pour 2005, soit 65 milliard d'€.

... PAS DANS LA POCHE DES SALARIÉS ET POURTANT LES PRIX AUGMENTENT

Les augmentations de salaire ne correspondent pas à l'augmentation réelle du coût de la vie (de 10% à 20% pour les produits de premières nécessités). La précarité devient la norme. Pour vivre les salariés s'endettent !

AUGMENTER REELLEMENT LES SALAIRES C'EST POSSIBLE !